



Réponse du groupe Alternative Clamartienne à l'association Vivre à Clamart

Bonjour !

Nous avons passé un long moment à étudier ce questionnaire, et avons tenté d'y répondre avec le plus de précision et d'honnêteté possible. Cependant, nous n'avons pas répondu à toutes les questions, pour différentes raisons :

- Il y a beaucoup de questions qui appellent des réponses chiffrées. Or Alternative Clamartienne n'a pas accès à toutes les données, malgré notre présence au Conseil Municipal. C'est d'ailleurs une de nos revendications : la transparence, et un accès réellement démocratique aux informations municipales.
- Certains sujets dépassent nos compétences, et/ou nous n'avons pas toujours les moyens d'être mieux informés (nous sommes une petite association).
- Nous n'avons pas toujours réfléchi à tous les sujets. Comme nous sommes indépendants des grands partis politiques, nous ne pouvons pas calquer des réponses toutes faites.
- Nous ne sommes pas toujours d'accord entre nous ! Et comme nous essayons de fonctionner, au maximum, par consensus...
- Et puis surtout, nous sommes très attachés à la démocratie participative. Aussi, beaucoup de réponses ne peuvent se faire sans avoir consulté la population.

I / Politique d'urbanisme :

Nous sommes **pour le maintien des densités actuelles**, voire même pour une plus grande densification dans le quartier de la gare, à condition que cela soit rééquilibré avec davantage de logement social dans les zones où il y en a peu. En revanche, nous sommes **contre toute densification sur le plateau**, où nous aimerions au contraire retrouver les idées d'origine des architectes et paysagistes. Nous sommes **pour garder les zones pavillonnaires**.

Le PLU actuel de Clamart répond à nos orientations. Nous sommes notamment satisfaits de l'obligation d'un certain pourcentage de logement social au-delà d'un certain nombre de mètres carrés construits. S'il y a des choses à modifier, ce n'est pas notre priorité, étant donné le coût que cela représenterait.

II / Logement social :

Comme tout le monde, nous sommes pour la **mixité sociale**... C'est même pour nous un **point absolument prioritaire**. Nous pensons qu'il faudrait étudier sérieusement la population, zone par zone, de manière précise. La mixité sociale ne se fait pas toute seule : il faut du **volontarisme politique**. Par exemple, construire du logement social dans le bas Clamart (en ayant recours, quand il le faut, à la préemption), en concertation avec la population, en informant réellement, et en travaillant avec les associations (La Parenthèse...).

Nous savons qu'il y a **3800 logements sociaux à Clamart**, mais n'avons aucune idée de leur répartition par quartier et par catégories (cela montre le peu de transparence de l'OPAC : nous en avons pourtant un administrateur dans notre association !).

Nous avons l'intention d'**augmenter le parc social sur le bas Clamart**.

S'il est possible de le bloquer, **nous stopperons le projet de 100 nouveaux logements des trois F.**

Nous n'envisageons pas de mettre en place un système d'accession sociale à la propriété, car ce n'est pas du tout pour nous une priorité, dans une ville comme Clamart avec un taux de logements sociaux raisonnable. Cela peut même, d'après nous, être dangereux (voir les subprimes américains récemment). Nous envisageons seulement, dans le cadre de la construction de nouveaux logements, qu'une partie soit spécifiquement destinée à l'accession (**1 logement vendu pour 4 logements loués**).

III / Vie collective urbaine :

Notre projet concernant l'affectation de l'ancien centre commercial de la Plaine est d'en faire **un espace public**, de toutes façons. Nous pencherions pour un espace culturel, mais nous sommes ouverts à d'autres propositions, **en concertation avec les habitants**.

Pour enrayer, par exemple à la cité de La Garenne, la dégradation de son climat de voisinage, nous pensons qu'il faut **éviter le communautarisme**, et au contraire mixer les gens et développer des espaces publics où ils puissent se rencontrer (repas où chacun apporte ses spécialités...).

Nous voulons **développer les équipements et les événements locaux** grâce à la participation des Clamartois. Certains problèmes sont très sensibles et difficiles à résoudre dans une cité : nous sommes tout à fait favorables à la mise en place de **moyens de médiation**.

Nous pensons mettre en place un **diagnostic social** permettant d'identifier les priorités, en y associant les habitants et les associations qui sont prêts à y participer

Pour occuper les adolescents, nous avons déjà proposé la création d'un **café-musique sur le haut Clamart**. Nous sommes également favorables à mettre à leur disposition un **local autogéré**.

Nous avons dans notre association quelqu'un qui connaît très bien le problème de **l'installation dans le centre-ville de banques et d'assurances**. Nous regrettons fort que la loi ne soit pas suffisante pour enrayer ce phénomène.

IV / Culture :

Les élus d'Alternative Clamartienne avaient voté **contre cette « médiathèque à deux têtes »**. Maintenant qu'elle est là, il faut la doter d'un **budget d'aménagement** et de **moyens humains** pour la faire fonctionner. Nous proposons également d'en **élargir les horaires**.

Alternative Clamartienne a participé activement à la lutte **pour le maintien de la bibliothèque de « La joie par les livres »**. Nous voulons l'associer pleinement à une politique volontaire en direction des jeunes, qui comprendra aussi la **création de postes de bibliothécaires dans les BCD** (bibliothèques et centres de documentation) des écoles.

Nous n'envisageons pas d'organiser de nouveaux **états généraux de la culture**, mais de donner une suite à ceux qui avaient été mis en place en 2002, d'en faire une **réelle expérience de démocratie participative**, et de créer une **commission extra-municipale sur la culture**, qui se réunirait au moins deux fois par an.

V / Écologie :

Nous voulons respecter les **normes HQE les plus exigeantes** (et pas seulement les plus *récentes*, car notre confiance en les lobbies qui participent à l'élaboration de ces normes est limitée...) **pour toute nouvelle construction municipale**. Pour les grosses opérations immobilières privées, nous imposerons ces contraintes au maximum des limites de la légalité.

Nous sommes absolument **opposés à la proposition de confier la gestion du bois de Clamart** aux départements, communes ou aux communautés d'agglomération. Ce projet nous paraît très risqué. Nous pensons que les espaces verts doivent au contraire être gérés par l'État, de manière à éloigner au maximum les groupes de pression. Nous essaierons de peser sur la Mairie pour qu'elle use de son influence pour redonner ses moyens à l'Office National des Forêts (ONF).

Nous sommes **favorables au classement de la zone appelée « tapis vert »**.

Les transports publics doivent bien entendu être améliorés ! Nous entendons **faire pression sur le STIF** (Syndicat des Transports d'Île-de-France) pour qu'il respecte le Contrat d'Axe : mise en place du **Tramway**, amélioration de la ligne 189, augmentation de la fréquence des bus sur la 394... Par ailleurs,

nous proposons la mise en place d'un transport collectif pour les étudiants de la **Faculté d'Orsay**. Quant au Clamibus, nous voulons en faire une évaluation pour que ses horaires et son trajet correspondent au mieux aux attentes de la population.

VI / Démocratie locale :

Tout d'abord, rappelons qu'Alternative Clamartienne est très largement à l'initiative de la démocratie participative, qui n'existait pas à Clamart. Nous avons donc non seulement l'intention d'en poursuivre l'expérience, mais de **l'améliorer pour qu'elle remplisse enfin réellement son rôle**. Notre programme est d'abord très ambitieux sur cette question !

Nous souhaitons davantage que des pages non censurées dans un supplément de « Clamart info » : un vrai **journal des habitants** différent de la communication interne de la mairie.

VII / Communauté d'agglomération :

Alternative Clamartienne n'était **pas favorable à ce regroupement**. Autant nous en voyons l'intérêt en milieu rural, autant cela nous paraît très coûteux en milieu urbain ; cela n'améliore pas la démocratie, notamment car cela éloigne encore les citoyens des lieux de décision.

Cela dit, et maintenant que nous y sommes, en sortir nous priverait de beaucoup de subventions, et pour aller où ? avec qui ?

Nous aurions préféré travailler avec d'autres communes, différentes selon les projets.

Pour plus de précisions, ou pour connaître notre position et nos projets dans d'autres domaines, vous trouverez notre programme sur notre site : <http://clamartiens.free.fr/>

Alternative Clamartienne, le 21 février 2008